

Unité départementale de Seine-Saint-Denis
7 esplanade Jean Moulin
BP189
93003 Bobigny

Bobigny, le 07/02/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/01/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LAMCO RECYCLAGE (ex COSTELLA SA)

195 BOULEVARD FELIX FAURE
93300 Aubervilliers

Code AIOT : 0007404437

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/01/2025 dans l'établissement LAMCO RECYCLAGE (ex COSTELLA SA) implanté 195 BOULEVARD FELIX FAURE 93300 Aubervilliers. L'inspection a été annoncée le 03/12/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre du récolement de la mise en demeure du 21 décembre 2023 suite à la visite d'inspection du 17 octobre 2023, ainsi que de la gestion des suites de la visite d'inspection du 30 mai 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LAMCO RECYCLAGE (ex COSTELLA SA)
- 195 BOULEVARD FELIX FAURE 93300 Aubervilliers
- Code AIOT : 0007404437
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société LAMCO Recyclage (ex COSTELLA SA) exerce sur son site des activités de tri, transit de déchets métalliques (métaux ferreux et non ferreux) et de déchets dangereux (batteries). Le site est également équipé d'une presse cisaille, qui permet le traitement d'environ 120 tonnes de déchets métalliques par jour. Les apports de déchets sont réalisés par des entreprises spécialisées (collecte par la société LOCAFER notamment) et des producteurs initiaux (entreprises de démolition, artisans, particuliers). Le site est équipé d'un espace dédié à l'achat au détail. Environ dix-huit personnes sont présentes sur le site, dont du personnel de la société LOCAFER qui réalise pour la société LAMCO Recyclage de la prestation de service, en mettant notamment du matériel à disposition et en réalisant la collecte des déchets métalliques sur les chantiers. L'activité de transport par route de déchets de la société LOCAFER est déclarée en Préfecture (récépissé de déclaration du 08/10/2015).

Les horaires d'ouverture de l'installation sont les suivantes : 7h30/12h, 13h30/17h du lundi au jeudi, fermeture à 16h le vendredi et ouverture de 8h à 11h30 le samedi.

Les prescriptions de ces installations, notamment le tableau de classement des rubriques « Déchets », avaient notamment été réactualisées par arrêté préfectoral complémentaire du 23/04/2012. Ces prescriptions sont désormais abrogées. Le fonctionnement des installations est aujourd'hui réglementé par l'arrêté préfectoral N° 2018-2923 du 13/11/2018 et par l'arrêté préfectoral N° 2021-3054 du 08/11/2021 : l'exploitant est classé sous les rubriques 2713-1 [E], 2718-1 [A], 2791-1 [A], et non classé pour la rubrique 2710 car moins de 100 m³

Contexte de l'inspection :

- Récolement
- Gestion de suites

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une

mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Prévention du risque incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	1 mois
3	Prévention du risque incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	1 mois
6	Entreposage des déchets	AP Complémentaire du 08/11/2021, article 4	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	1 mois
9	Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 13/11/2018, article 3.4.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	1 mois
11	Raccordement à une station d'épuration	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 18	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois
12	Besoins en eaux et confinement	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9	/	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	des eaux d'extinction				

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Dispositions communes (Articles 10 à 17)	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 10	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
4	Prévention du risque incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 10	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
5	Risque incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
7	Connaissance et étiquetage des déchets dangereux	AP Complémentaire du 08/11/2021, article 6	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
8	Rétention	AP Complémentaire du 08/11/2021, article 7	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
10	Protection des réseaux	AP de Mise en Demeure du 21/12/2023, article 1	/	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a mis en place les actions correctives nécessaires pour se mettre en conformité en respectant les délais imposés par son arrêté préfectoral de mise en demeure susvisé. En conséquence, l'Inspection propose à Monsieur le Préfet de procéder à l'abrogation de cet arrêté préfectoral de mise en demeure.

Néanmoins, il reste quelques points à finaliser par l'exploitant, il doit notamment en compléter le

plan de défense incendie avec les éléments demandés, et se procurer une autorisation de déversement auprès du conseil départemental. L'exploitant doit également, sous 3 mois, réparer la canalisation des eaux pluviales et installer un dispositif de prélèvement des eaux en aval du séparateur à hydrocarbures. A ce titre, il présentera un devis et un échéancier de réalisation des travaux à prévoir.

Par ailleurs, l'Inspection constate que les arrêtés préfectoraux n° 2018-2923 du 13 novembre 2018 et n° 2021-3054 du 08 novembre 2021 encadrant les activités de l'exploitant, ne comportent pas de prescriptions ni sur le dimensionnement des besoins en eaux sur site (D9) ni sur le dimensionnement de la rétention des eaux d'extinction (D9A). L'Inspection a donc demandé à l'exploitant de préciser ces éléments, qui pourront être repris dans un futur arrêté préfectoral complémentaire.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositions communes (Articles 10 à 17)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, Track déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 30/05/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 15/08/2024
Prescription contrôlée : <p>Les informations contenues dans les registres visés aux articles 1er et 2 du présent arrêté, tenus par les personnes exploitant des établissements réceptionnant et réexpédiant des déchets, assurent la traçabilité entre les déchets entrants et les déchets sortants.</p> <p>Les informations contenues dans les registres visés aux articles 6 et 7 du présent arrêté, tenus par les personnes exploitant des établissements réceptionnant et réexpédiant des terres excavées et sédiments, assurent la traçabilité entre les lots entrants et les lots sortants.</p> <p>Les établissements réalisant une transformation importante des déchets, des terres excavées ou des sédiments, ne permettant plus d'en assurer la traçabilité, sont exonérées des obligations de traçabilité spécifiées aux deux premiers alinéas, uniquement si l'arrêté préfectoral fixant les prescriptions d'exploitation de ces installations le prévoit.</p> <p>Les informations contenues dans les registres visés aux articles 1er et 5 du présent arrêté, tenus par les personnes qui traitent des substances ou objets qui sont des déchets afin qu'ils cessent d'être des déchets conformément à l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, y compris pour les terres excavées et sédiments ayant le statut de déchets, permettent d'assurer la traçabilité entre les déchets entrants et les substances ou objets ayant cessé d'être des déchets.</p>
Constats :

Concernant le registre des déchets entrants :

- l'exploitant a proposé par mél du 17 juillet 2024, de mettre en place un document, établissant la correspondance entre les codes déchets indiqués sur le registre de déchets entrants et sa dénomination usuelle, autrement il aurait dû se rapprocher de son prestataire informatique afin de demander la modification du logiciel de gestion de ces registres. L'Inspection a accepté ce format, qui a été transmis avant l'Inspection et qui a également été présenté lors de l'Inspection.
- le SIRET est bien mentionné, vu sur le registre du 06 janvier 2025 lors de la visite d'inspection, lorsque l'apporteur n'est pas un particulier.
- Le numéro SIRET, l'adresse du transporteur ainsi que le numéro de récépissé sont disponibles sur un document séparé. L'exploitant précise que l'absence de transporteur signifie que les déchets sont apportés par le producteur lui-même, souvent les particuliers, ou alors par l'exploitant lui-même, auquel cas il est mentionné « NM » signifiant « nous-mêmes ». L'exploitant précise que le numéro de récépissé est toujours identique pour un transporteur.

Concernant le registre des déchets sortants :

- De même que pour les déchets entrants l'exploitant a proposé par mél du 17 juillet 2024, de mettre en place un document, établissant la correspondance entre les codes déchets indiqués sur le registre de déchets sortants et sa dénomination usuelle.
- La présence du numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique concernant les déchets dangereux - uniquement pour les batteries dans le cas de l'exploitant - figure bien sur le registre sortant du 14 novembre 2024.
- De même que pour les déchets entrants, le numéro SIRET, l'adresse du transporteur, le numéro de récépissé sont disponibles sur un document séparé. Le numéro SIRET de l'établissement vers lequel le déchet est expédié est visible sur le registre sortant du 14 novembre 2024.

Pour les batteries, il manquait l'astérisque sur la dénomination du code déchet « 16 06 01 » relatif aux batteries. Il est rappelé à l'exploitant de veiller à ajouter l'astérisque pour caractériser qu'il s'agit d'un déchet dangereux. L'exploitant a bien retransmis un registre corrigé avec l'ajout de l'astérisque.

Les trois derniers bordereaux de suivi de déchets concernant les batteries, datés du 23 septembre 2024, ont été transmis par mél du 25 septembre 2024.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Prévention du risque incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5

Thème(s) : Risques accidentels, Plan de défense contre l'incendie

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 30/05/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 15/08/2024

Prescription contrôlée :

L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci.

Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.

Il comprend au minimum :

- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;
- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;
- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;
- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;
- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;
- le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;
- le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;
- les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu par l'article 49 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;
- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;
- le cas échéant, la localisation des petits îlots et les déchets qu'ils sont susceptibles de contenir ;
- le cas échéant, la localisation des zones de stockage temporaire et des zones d'immersion.

Constats :

L'exploitant a transmis par mél du 25 septembre 2024 un plan de défense incendie (PDI) listant les éléments de cette prescription. Le déroulement de la ronde quotidienne a bien été intégré. Ce plan a bien été transmis aux services de secours par mél en date du jeudi 03 octobre 2024 à la caserne d'Aubervilliers (l'exploitant a fourni une copie du mél), et le plan est mis à disposition à l'entrée du site. Cependant quelques éléments précisés durant la précédente inspection, spécifiques à l'installation, ne sont pas mentionnés, tels que :

- la procédure en cas de constat de départ de fumée sur la presse-cisaille. Le cas arrive sur les déchets contenant des batteries lithium qui se retrouvent parmi les déchets à l'insu de l'exploitant (par exemple batteries de trotinettes). La procédure est d'isoler le déchet faisant l'objet d'un départ de fumée dans l'eau. Il serait opportun d'ajouter cette procédure dans le PDI.
- les modalités de manœuvre permettant l'isolement des réseaux de collecte, égouts et bassins de

<p>rétenction ne sont pas mentionnées dans le PDI comme requis dans la prescription. L'exploitant dispose bien d'une procédure qu'il a montrée lors de l'inspection ; Les procédures en cas d'incendie sont bien affichées sur site.</p> <p>La zone de stockage des batteries est bien identifiée sur les plans notamment celui à l'entrée du site.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de compléter le PDI avec : *la procédure d'isolement dans l'eau des batteries lithium en cas de dégagement de fumée ; *la procédure permettant l'isolement des réseaux de collecte, égouts et bassins de rétenction.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 3 : Prévention du risque incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Maîtrise des sinistres</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 30/05/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 16/09/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.</p> <p>En cas d'incendie, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et met en œuvre les actions prévues par le plan de défense d'incendie, ainsi que les autres actions prévues par son plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p> <p>Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie.</p> <p>Pour les installations existantes, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024.</p> <p>Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans.</p> <p>Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une information sur les risques des installations et la conduite à</p>

tenir en cas de sinistre. Ils reçoivent une formation à la mise en œuvre des moyens d'intervention s'ils sont susceptibles d'y contribuer. Un plan de prévention prévu à l'article R. 4512-6 du code du travail peut répondre à ces obligations dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus.

Lorsque la présence de matériaux inertes destinés à étouffer un incendie est requise, des personnes en nombre suffisant sont formées à leur transport et à leur utilisation en cas de sinistre, ainsi qu'au port des équipements de protection individuelle éventuellement nécessaires. Le matériel adapté pour réaliser les manœuvres nécessaires est à disposition et facilement accessible en cas de nécessité.

Constats :

L'exploitant rappelle qu'un exercice incendie avait été réalisé en 2022, de manière volontaire, en présence des services de secours et d'incendie.

L'exercice de défense incendie a bien été réalisé en date du 19 septembre 2024 et documenté dans le PDI.

Toutefois, la description de cet exercice de défense incendie dans le PDI n'est pas assez précise sur les acteurs qui ont signalé / informé du départ de feu.

Aussi, il serait opportun de rajouter dans le PDI que l'article 6 de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 exige que ces exercices soient renouvelés au moins tous les trois ans.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de :

- compléter le PDI avec l'ajout de l'obligation de renouveler les exercices de défense incendie au moins une fois tous les trois ans (article 6 de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023).
- Tenir à disposition de l'Inspection des Installations Classées les comptes-rendus des exercices incendie dans une documentation séparée plutôt que dans le PDI.
- Concernant l'exercice de défense incendie qui s'est déroulé en date du 19 septembre 2024, il faudra donc le retirer du PDI pour l'insérer dans un compte-rendu séparé et préciser les acteurs qui ont signalé / informé du départ de feu dans le cadre de la description de l'exercice de défense

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Prévention du risque incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 10

Thème(s) : Risques accidentels, Traçabilité

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 30/05/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

<ul style="list-style-type: none"> date d'échéance qui a été retenue : 15/08/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En complément du registre prévu à l'article L. 541-7 du code de l'environnement, l'exploitant tient la comptabilité des stocks présents sur l'exploitation par différence à partir des bons de pesée établis. L'état des déchets stockés est mis à jour au moins de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Pour les déchets dangereux, cet état est mis à jour au moins de manière quotidienne. Un bilan annuel tenu à disposition à l'inspection des installations classées indique nominativement la liste des sites destinataires des déchets.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'état des stocks au 07 janvier 2025 a été fourni par l'exploitant, notamment pour les batteries avec un stock de 12, 487 tonnes.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Risque incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre incendie</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 30/05/2024 type de suites qui avaient été actées : Avec suites suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective date d'échéance qui a été retenue : 15/08/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; - de plans des bâtiments et aires de gestion des produits ou déchets facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque bâtiment et aire ; - d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits ou déchets gérés dans l'installation. <p>Les installations gérant des déchets combustibles ou inflammables sont également dotées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un ou plusieurs points d'eau incendie, tels que : <ol style="list-style-type: none"> 1. Des bouches d'incendie, poteaux ou prises d'eau, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins des services d'incendie et de secours ; 2. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont utilisables en permanence pour les services d'incendie et de secours. <p>Les prises de raccordement permettent aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces</p>

points d'eau incendie.

Le ou les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit global adapté aux risques à défendre, sans être inférieur à 60 m³/h durant deux heures. Le point d'eau incendie le plus proche de l'installation se situe à moins de 100 mètres de cette dernière. Les autres points d'eau incendie, le cas échéant, se situent à moins de 200 mètres de l'installation (les distances sont mesurées par les voies praticables par les moyens des services d'incendie et de secours) ;

- d'un système de détection automatique et d'alarme incendie pour les bâtiments fermés où sont entreposés des produits ou déchets combustibles ou inflammables ;

[...]

À noter que les dispositions, ci-dessus, en italique ne sont pas applicables aux installations autorisées avant le 1er juillet 2018.

Constats :

Les points de cette prescription listés ci-dessus avaient été contrôlés lors de la visite du 30 mai 2024 et étaient conformes, la seule remarque formulée avait été d'intégrer ces éléments au PDI notamment des moyens permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; ainsi que les plans des bâtiments et aires de gestion des produits ou déchets facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque bâtiment et aire.

L'exploitant a bien mentionné ces éléments dans le PDI.

A cet effet, il serait opportun que l'exploitant s'assure de l'adéquation entre les moyens et ressources en eau et détermine le volume de confinement adéquat à mettre en place sur le site. Ce sujet est détaillé à la fiche n°12 du présent rapport.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Entreposage des déchets

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 08/11/2021, article 4

Thème(s) : Autre, Entreposage des déchets

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 30/05/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 15/08/2024

Prescription contrôlée :

Les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets dangereux ou non-dangereux doivent être distinctes et clairement repérées.

Les zones d'entreposage sont distinguées en fonction du type de déchet, de l'opération réalisée (tri effectué ou non par exemple) et du débouché si pertinent (préparé en vue de la réutilisation, du recyclage par exemple). L'exploitant dispose de moyens nécessaires pour évaluer le volume de ses stocks (bornes, piges, etc.).

La hauteur des déchets entreposés n'excède pas 3 mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres d'un bâtiment à usage d'habitation. Dans tous les cas, la hauteur n'excède pas six mètres.

Les zones d'entreposage et de manipulation des produits ou déchets sont couvertes lorsque l'absence de couverture est susceptible de provoquer :

- la dégradation des produits ou déchets gérés sur l'installation, rendant plus difficile leur utilisation, valorisation ou élimination appropriée, par exemple via l'infiltration d'eau dans les batteries;
- l'entraînement de substances polluantes telles que des composés plombés issus de batteries par les eaux de pluie.

Constats :

L'Inspection constate que les zones d'entreposage sont bien distinguées en fonction du type de déchet sur le plan à l'entrée ainsi que sur le PDI.

L'Inspection constate qu'à l'intérieur du bâtiment de stockage de batteries la zone et les bacs contenant les batteries sont également identifiés.

L'inspection a rappelé à l'exploitant qu'il doit veiller à maintenir la hauteur des déchets entreposés en dessous de 3 mètres. En l'absence de bornes ou piges, l'inspection n'a pas été en mesure de vérifier cette hauteur. L'exploitant nous confirme par mél du 10 janvier 2025 que le nécessaire a été fait afin de respecter la hauteur de 3 mètres (photo fournie).

Toutefois, considérant qu'il est prévu dans la prescription que l'exploitant dispose de moyens nécessaires pour évaluer le volume et la hauteur de ses stocks (bornes, piges, etc.), une demande sera faite en ce sens.

L'inspection rappelle que de nouvelles règles concernant l'entreposage des batteries entreront en vigueur à partir du 01 janvier 2026.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de prévoir une borne, pige ou autre moyen permettant d'évaluer la hauteur de ses stocks.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Connaissance et étiquetage des déchets dangereux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 08/11/2021, article 6

Thème(s) : Produits chimiques, Connaissance et étiquetage des déchets dangereux

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 30/05/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 15/08/2024

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le libellé et le code des déchets au regard de l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement et les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et mélanges dangereux.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les bacs contenant les batteries sont étiquetés avec les pictogrammes adéquats et le code déchet 16 06 01*.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Rétention

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 08/11/2021, article 7</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Rétention des aires d'entreposage des déchets et matières dangereuses</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 30/05/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 15/08/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les déchets ou matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol sont entreposés dans des conteneurs, caisses, bacs ou fûts étanches aux liquides et résistant aux chocs dans des conditions normales d'utilisation.</p> <p>Ces contenants sont placés sur une rétention spécifique de capacité adaptée.</p> <p>Les contenants sont constitués de matériaux compatibles avec les déchets qu'ils contiennent et sont protégés contre les agressions mécaniques. Ils ne peuvent être entreposés sur plus de deux hauteurs. Tout contenant ou emballage endommagé ou percé est remplacé.</p> <p>Les aires de réception, d'entreposage, de tri et de regroupement des déchets dangereux sont couvertes afin de prévenir la dégradation des déchets et l'accumulation d'eau ou l'imprégnation par la pluie de tout ou partie des déchets. Elles sont conçues de façon à permettre la récupération des égouttures, eaux de lavage, eaux d'extinction d'incendie, les matières ou déchets répandus accidentellement.</p> <p>Lorsque les déchets reçus présentent des incompatibilités chimiques, les aires mentionnées à l'alinéa précédent sont divisées en plusieurs zones matérialisées garantissant un éloignement des déchets incompatibles entre eux d'au moins 2 mètres.</p> <p>Les déchets dangereux sont évacués de l'installation dans les 90 jours qui suivent leur prise en charge.</p>

Constats : L'Inspection constate que les batteries sont placées sur des caisses de rétention. L'exploitant signale qu'il s'agit d'une sécurité supplémentaire dans la mesure où les caisses dans lesquelles sont placées les batteries font déjà office de rétention. L'inspection rappelle que de nouvelles règles concernant l'entreposage des batteries entreront en vigueur à partir du 01 janvier 2026.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/11/2018, article 3.4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Collecte des effluents
Prescription contrôlée : Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.
Constats : Lors de la précédente visite d'inspection du 17 octobre 2023 (action cours d'eau), un trou avait été constaté sur la canalisation à la sortie du réseau des eaux de ruissellement. L'exploitant avait expliqué procéder aux prélèvements d'eau de cette manière. Il avait été demandé à l'exploitant d'étanchéifier le tuyau en dehors des opérations de prélèvement dans un délai de 30 jours, afin d'éviter le débordement des eaux de ruissellement lors de fortes pluies. L'exploitant n'a toujours pas réalisé l'étanchéification de ce tuyau. L'exploitant explique que le prestataire chargé du prélèvement n'a pas d'autre solution que de laisser une ouverture sur la canalisation pour faciliter les prélèvements.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'Inspection demande à l'exploitant de prendre les mesures nécessaires, sous un délai de 1 mois, pour étanchéifier la canalisation trouée et installer un dispositif de prélèvement des eaux en aval du séparateur à hydrocarbures..
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 10 : Protection des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral de Mise en Demeure du 21/12/2023, article 1

Thème(s) : Risques accidentels, Protection des réseaux
Prescription contrôlée : L'exploitant est mis en demeure de respecter, dans un délai de trois mois à compter de la notification de l'arrêté préfectoral de mise en demeure N° 2023-4135 du 21 décembre 2023, les prescriptions édictées à l'article 3.4.2 (protection des réseaux) de l'arrêté préfectoral du 13 novembre 2018 en installant un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique.
Constats : La visite d'inspection du 17-10-23 avait conduit l'Inspection à constater l'absence d'un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes pour éviter des retours de substances dans le réseau d'adduction d'eau publique, comme exigé par l'article 3.4.2 de l'AP du 13-11-2018. L'exploitant avait été mis en demeure d'installer un dispositif anti-retour ; à noter que cette remarque avait déjà été faite à l'exploitant lors de la visite d'inspection du 08 juin 2021. L'exploitant a présenté un devis daté du 15 janvier 2024, de la société Socquet-Clerc, concernant la pose d'un clapet anti-pollution. L'exploitant a fourni une photo de l'installation du clapet.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 11 : Raccordement à une station d'épuration

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 18
Thème(s) : Risques chroniques, Raccordement à une station d'épuration
Prescription contrôlée : Le raccordement à une station d'épuration collective, urbaine ou industrielle, n'est autorisé que si l'infrastructure collective d'assainissement (réseau et station d'épuration) est apte à acheminer et traiter l'effluent industriel ainsi que les boues résultant de ce traitement dans de bonnes conditions. Une autorisation de déversement ainsi que, le cas échéant, une convention de déversement, sont établies avec la ou les autorités compétentes en charge du réseau d'assainissement et du réseau de collecte. Les valeurs limites de concentration imposées à l'effluent à la sortie de l'installation avant raccordement à une station d'épuration urbaine ne dépassent pas : <ul style="list-style-type: none"> • MEST : 600 mg/l ; • DCO : 2 000 mg/l Toutefois, les valeurs limites de rejet peuvent être supérieures aux valeurs ci-dessus si les autorisations et éventuelles conventions de déversement l'autorisent et dans la mesure où il a été démontré que le bon fonctionnement des réseaux, des équipements d'épuration, ainsi que du système de traitement des boues n'est pas altéré par ces dépassements.

<p>Cette disposition s'applique également pour une installation raccordée à une station d'épuration industrielle (rubrique n° 2750) ou mixte (rubrique n° 2752) dans le cas de rejets de micropolluants.</p> <p>Pour une installation raccordée à une station d'épuration urbaine et pour les polluants autres que ceux réglementés ci-dessus, les valeurs limites sont les mêmes que pour un rejet dans le milieu naturel.</p> <p>Pour la température, le débit et le pH, l'autorisation de déversement dans le réseau public fixe la valeur à respecter.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le conseil départemental de l'eau et de l'assainissement ayant confirmé l'absence de convention de rejet, l'exploitant a contacté le conseil départemental afin de disposer de cette convention.</p> <p>L'exploitant nous a fourni les échanges méls qui montrent que le sujet est en cours de traitement avec le conseil départemental.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'Inspection demande à l'exploitant de fournir la convention et autorisation de rejet sous les meilleurs délais et en tout état de cause avant 4 mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 4 mois</p>

N° 12 : Besoins en eaux et confinement des eaux d'extinction

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p><i>Les installations gérant des déchets combustibles ou inflammables sont également dotées :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un ou plusieurs points d'eau incendie, tels que : <ol style="list-style-type: none"> 1. Des bouches d'incendie, poteaux ou prises d'eau, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins des services d'incendie et de secours ; 2. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont utilisables en permanence pour les services d'incendie et de secours. <p><i>Les prises de raccordement permettent aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.</i></p> <p><i>Le ou les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit global adapté aux risques à défendre, sans être inférieur à 60 m³/h durant deux heures. Le point d'eau incendie le plus proche de l'installation se situe à moins de 100 mètres de cette dernière. Les autres points d'eau incendie, le cas échéant, se situent à moins de 200 mètres de l'installation (les distances sont mesurées par les voies praticables par les moyens des services d'incendie et de secours) ;</i></p>

[...]

À noter que les dispositions, ci-dessus ne sont pas applicables aux installations autorisées avant le 1er juillet 2018.

Constats :

L'Inspection constate que les arrêtés préfectoraux n° 2018-2923 du 13 novembre 2018 et n° 2021-3054 du 08 novembre 2021 encadrant les activités de l'exploitant, ne comportent pas de prescriptions ni sur le dimensionnement des besoins en eaux sur site (D9) ni sur le dimensionnement de la rétention des eaux d'extinction (D9A). Bien que ces prescriptions ne s'appliquent pas aux installations autorisées avant le 1^{er} juillet 2018, l'Inspection indique à l'exploitant qu'il serait opportun de compléter les dispositions relatives à la lutte contre l'incendie dans un arrêté préfectoral complémentaire, notamment dans le but de garantir une quantité en eau et une rétention suffisantes le cas échéant. L'exploitant est coopératif et ne voit pas d'inconvénients à réaliser l'exercice et intégrer ces éléments dans un arrêté.

Les services de secours ont transmis un mél en date du 30 août 2024, confirmant à l'exploitant « qu'en cas d'incident naissant sur site les poteaux d'incendie situés à proximité seraient probablement utilisés [...] et l'eau du canal en cas d'incendie conséquent ». Cependant l'exploitant indique ne pas connaître le débit d'eau disponible sur le poteau incendie, ni les modalités de pompage dans le canal par les pompiers.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de :

- prendre attache avec les services de secours pour connaître les modalités d'utilisation de l'eau du canal en cas d'incendie et les intégrer dans le PDI ;
- contacter la Mairie pour prendre connaissance du débit maximal du poteau à proximité du site ;
- S'assurer de l'adéquation entre les ressources en eaux disponibles et les besoins en eaux déterminés à l'aide du guide technique D9 du CNPP (édition du mois de juin 2020). Il en sera déduit le volume de confinement nécessaire pour les eaux d'extinction, à partir de la grille du document D9a.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois